



Sword Group S.E.

Société Européenne

R.C.S. Luxembourg B 168.244

**105, route d'Arlon
L-8009 STRASSEN**

**RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE
ET
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013**

Aux Actionnaires de
SWORD GROUP S.E.
Société Européenne

R.C.S. Luxembourg B 168.244

105, route d'Arlon
L-8009 STRASSEN

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale de Sword Groupe S.E. en date du 3 mai 2013, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Sword Groupe S.E., comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2013 ainsi que le compte de résultats consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état des variations des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

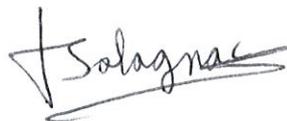
A notre avis, les états financiers consolidés donnent, une image fidèle de la situation financière consolidée de Sword Groupe S.E. au 31 décembre 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Luxembourg, le 28 mars 2014

Pour MAZARS LUXEMBOURG, Cabinet de révision agréé
10A, rue Henri M. Schnadt
L-2530 LUXEMBOURG



Thierry SALAGNAC
Réviseur d'entreprises agréé

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Note annexe	31/12/2013	%	31/12/2012	%
Chiffre d'affaires	6	106 500		117 908	
Achats consommés		-7 816		-4 926	
Autres achats et charges externes		-37 389		-40 803	
Impôts et taxes		-621		-1 290	
Salaires et Charges sociales	7.1	-44 637		-55 984	
Dotations nettes aux amortissements et provisions	7.2	-1 908		-1 537	
Autres produits et charges d'exploitation	7.4	66		1 376	
Résultat opérationnel courant		14 194	13,3%	14 744	12,5%
Résultat sur cessions et dépréciation d'actifs	7.5	11 453		16 168	
Autres produits et charges opérationnels non courants	7.6	-3 946		-3 824	
Provision pour dépréciation du Goodwill					
Résultat opérationnel		21 701	20,4%	27 088	23,0%
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	7.7	11		0	
Coût de l'endettement financier brut	7.8	-89		216	
Coût de l'endettement financier net		-78		216	
Autres produits et charges financières	7.9	-2 785		-7 208	
Résultat avant impôts		18 838		20 096	
Impôts sur les sociétés	7.10	-3 757	19,95%	-3 810	18,96%
Résultat net de l'ensemble consolidé		15 081		16 286	
Dont part revenant au groupe		14 522		16 217	
Dont part revenant aux minoritaires		559		69	
Résultat par action	7.11	1,58		1,77	
Résultat dilué par action	7.11	1,58		1,76	

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	15 081	16 286
Autres éléments du résultat global		
• Réserve de réévaluation des immobilisations		
- Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations	-	-
- Ajustements de reclassement sur la variation de la réserve de réévaluation des immobilisations	-	-
- Impôt sur la variation de la réserve de réévaluation des immobilisations	-	-
• Ecart actuariel		
- Ecart actuariel	-	-
- Ajustements de reclassement sur les écarts actuariels	-	-
- Impôt sur les écarts actuariels	-	-
• Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère		
- Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	-2 549	5 885
- Ajustements de reclassement sur les pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	-	-
- Impôt sur pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	-	-
• Pertes et profits relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente		
- Pertes et profits relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-73	11
- Ajustements de reclassement sur les pertes et profits relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-
- Impôt sur pertes et profits relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-
• La partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie		
- La partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	318	-679
- Ajustements de reclassement sur la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	-	-
- Impôt sur la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	-106	253
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées	-	-
Résultat global total	12 670	21 757
Dont part revenant au groupe	11 273	23 036
Dont part revenant aux minoritaires	1 397	-1 279
Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.		

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013 – ACTIF

(en milliers d'euros)	Note annexe	31/12/2013		31/12/2013	31/12/2012
		Brut	Amort prov	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS					
Goodwill	8	79 657		79 657	62 122
Autres immobilisations incorporelles	9	7 794	3 621	4 173	3 514
Immobilisations corporelles	10	14 896	11 028	3 868	3 101
Actifs financiers non courants	11.1	763		763	820
Titres disponibles à la vente	11.2	6 964	1 820	5 145	6 217
Autres actifs non courants	11.1	789		789	839
Impôts différés actifs		2 904		2 904	486
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		113 767	16 469	97 298	77 098
ACTIFS COURANTS					
Actifs destinés à la vente	14			0	18 832
Clients et comptes rattachés	12	43 913	558	43 355	33 675
Autres actifs courants	13	12 554	2 498	10 056	11 741
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	109 595	28	109 567	125 867
TOTAL ACTIFS COURANTS		166 063	3 085	162 978	190 115
TOTAL ACTIF		279 829	19 553	260 276	267 214

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013 – PASSIF

(en milliers d'euros)	Note annexe	31/12/2013	31/12/2012
FONDS PROPRES CONSOLIDES			
Capital	16	9 290	9 290
Prime d'émission	16	67 307	91 727
Réserves - part du groupe	16	52 029	19 876
Résultat net - part du groupe		14 522	16 217
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		143 148	137 110
Intérêts minoritaires		8 416	357
TOTAL FONDS PROPRES CONSOLIDES		151 564	137 467
PASSIFS NON COURANTS			
Provision pour retraites	17	313	264
Autres provisions non courantes	17	854	3 654
Dettes financières long terme	15	69 103	69 003
Autres passifs non courants		1 048	825
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		71 319	73 746
PASSIFS COURANTS			
Passif destiné à la vente	14		18 515
Fournisseurs et comptes rattachés	18	13 771	8 625
Dettes d'impôt société	19	3 516	2 265
Autres passifs courants	19	19 968	17 426
Dettes financières court terme	15	138	9 170
TOTAL PASSIFS COURANTS		37 393	56 001
TOTAL PASSIF		260 276	267 214

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2013

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Actions propres	Résultat de l'exercice	Réserves de conversion	Totaux capitaux propres part du groupe	Totaux capitaux propres intérêts minoritaires	Totaux capitaux propres
Situation à la clôture 31/12/2011	9 290	100 909	21 816	219	1 313	-2 690	130 858	-565	130 293
- Résultat global de l'exercice							0		
. Résultat net					16 217		16 217	69	16 286
. Pertes et profits de conversion						7 234	7 234	-1 349	5 885
. Actifs financiers disponibles à la vente			11				11		11
. Instruments de couverture de flux de trésorerie			-426				-426		-426
- Opérations sur actions propres				-630			-630		-630
- Paiement en actions							0		0
- Opérations sur stocks options			197				197		197
- Affectation du résultat			1 313		-1 313		0		0
- Dividendes versés par la mère		-9 182	-3 483				-12 665	-98	-12 763
- Variation de périmètre et divers			-3 686				-3 686	2 299	-1 387
Situation à la clôture 31/12/2012	9 290	91 727	15 742	-411	16 217	4 545	137 110	357	137 467
- Résultat global de l'exercice							0		
. Résultat net					14 522		14 522	558	15 080
. Pertes et profits de conversion						-3 387	-3 387	838	-2 549
. Actifs financiers disponibles à la vente			-73				-73		-73
. Instruments de couverture de flux de trésorerie			211				211		211
- Opérations sur actions propres				2 098			2 098		2 098
- Paiement en actions							0		0
- Opérations sur stocks options			-70				-70		-70
- Affectation du résultat		-18 112	34 329		-16 217		0		0
- Dividendes versés par la mère		-6 308					-6 308	-654	-6 962
- Variation de périmètre et divers			-955				-955	7 317	6 362
Situation à la clôture 31/12/2013	9 290	67 307	49 184	1 687	14 522	1 158	143 148	8 416	151 564

Les produits et charges directement passés par les réserves (variations des écarts de conversion, plus-values de cession des actions propres et réévaluation des titres disponibles à la vente) s'élèvent à : 440 K€ en 2013 et 43 K€ en 2012.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

TABLEAUX DE FLUX AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	Note annexe	31/12/2013	31/12/2012
Flux provenant des activités opérationnelles			
Résultat net de l'ensemble consolidé		15 081	16 286
Charges (produits) sans effets sur la trésorerie			
• Dotations aux amortissements		2 069	2 217
• Dotations / reprises sur autres provisions		-2 520	5 042
• Plus ou moins-value de cession d'actifs non courant		-12 444	-21 804
• Coûts associés aux cessions d'actifs non courant		992	
• Rémunération payées en actions		-70	197
Coût de l'endettement financier net		78	-216
Charges d'impôt (exigible et différés)	7.10	3 757	3 810
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		6 942	5 532
Impôt société payé		-2 636	-3 494
Intérêts payés		-78	216
Variation du besoin en fonds de roulement.	22	-4 174	2 144
FLUX DE TRESORERIE OPERATIONNELS ⁽ⁱ⁾		54	4 399
Flux d'investissement			
Décaissement sur acquisition			
• immobilisations incorporelles		-1 762	-3 316
• immobilisations corporelles		-1 476	-2 273
• immobilisations financières		-500	-5 421
Encaissement sur cessions			
• immobilisations incorporelles		8	28
• immobilisations corporelles		133	3
• immobilisations financières		30 514	224
Incidence des variations de périmètre	22	-9 007	59 662
FLUX NETS DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS		17 910	48 906
FLUX NETS DE TRESORERIE OPERATIONNELS APRES INVESTISSEMENTS		17 964	53 306
Flux sur opérations financières			
Dividendes versés par la société mère		-6 308	-12 665
Dividendes versés aux minoritaires		-655	-101
Fonds nets reçus par :		0	0
• Augmentation de capital et de prime d'émission		0	0
• Souscription d'emprunt à long terme		5 000	5 000
Rachat / cession d'actions propres		2 098	-630
Remboursement des dettes à long terme		-32 507	-30 211
TOTAL DES FLUX DE FINANCEMENT		-32 372	-38 606
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE		-14 408	14 700
Trésorerie nette à la cloture (A)		109 429	125 541
Trésorerie à l'ouverture (B)		125 541	111 532
Incidence des variations des cours des devises		1 704	691
Variation trésorerie (B)-(A)		-14 408	14 700
Trésorerie et équivalents de trésorerie		109 567	125 867
Concours bancaires créditeurs		-138	-326
Trésorerie nette		109 429	125 541

⁽ⁱ⁾ En 2013, le flux de trésorerie opérationnel retraité des charges et produits non courants et financiers est de :
9 498 K€

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013 (MONTANT EXPRIMES EN MILLIERS D'EUROS)

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 février 2014.

Ces comptes ne seront définitifs qu'après approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 avril 2014.

Sword Group SE est une société européenne de droit luxembourgeois, située au 105 Route d'Arlon à Strassen (Luxembourg), qui a déménagé au 2 rue d'Arlon à Windhof (Luxembourg) au cours de l'exercice. Ce changement de domiciliation sera approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 avril 2014. SWORD GROUP SE est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales au Luxembourg et en particulier aux dispositions du code de commerce.

SWORD GROUP SE est cotée sur NYSE Euronext Paris (Compartiment C).

L'activité du groupe par métier est décrite à la note 2.6. « Informations sectorielles ».

NOTE 1 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

1.1. Faits marquants de l'exercice

Les principaux faits marquants intervenus au cours de l'exercice écoulé sont les suivants :

- Sword Services SA a racheté des minoritaires de la société Sword Lebanon pour un montant de 75 KCHF.
- Sword Soft a racheté des minoritaires de la société Apak pour un montant de 1 500 K€.
- La société Sword FS a été créée le 10 janvier 2013, sans impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Elle est détenue à 100 % par la société Sword IF.
- La société Sword Suisse Holding a été créée le 28 février 2013, sans impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Elle a racheté les titres des sociétés Sword Services, Sword Lebanon et Sword IF pour la valeur nette comptable sans impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013.
- La société Sword Insight a été créée le 25 juin 2013, sans impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Elle est détenue à 100 % par la société Sword Sol.
- La société de droit britannique Active Risk a été acquise lors une offre publique d'achat amicale qui s'est concrétisée par une acquisition définitive de 100 % des actions le 30 août 2013.
- Le groupe a cédé les actifs de la société General Partner le 11 septembre 2013 (cession des actions Amor). La plus-value des cessions en consolidation est de 10 769 K€.
- Le contrôle de la société de droit suisse Simalaya Holding a été obtenu le 26 septembre 2013, suite à la participation à l'augmentation de capital pour un montant de 12 750 KCHF.
- La société Sword Colombia a été créée le 18 octobre 2013, sans impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Elle est détenue à 100 % par la société Sword Suisse Holding.
- Les sociétés Sword Orizon et Sword Connect ont été créées le 29 novembre 2013, sans impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Elles sont détenues à 100 % par la société Sword Sol Lux.

1.2. Evènements post-clôture

La société de droit britannique Charteris a été acquise le 6 janvier 2014, lors d'une offre publique d'achat amicale. Les titres de la société Charteris ont été retirés de la cotation de l'Alternative Investment Market (bourse de Londres).

Les titres de participation Kana ont été cédés en janvier 2014, générant une plus-value de 242 K€.

Une négociation, qui a commencé en février 2014, est en cours pour la cession de la société Tipik.

Les sociétés Mobile Productivity et 1.618 sont en cours d'acquisition.

NOTE 2 : PRINCIPES COMPTABLES

2.1. Référentiel appliqué

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés de Sword Group au 31 décembre 2013 et les comptes comparatifs au titre de l'exercice 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne. Les normes et interprétations retenues sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 31 décembre 2013 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias) et comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

2.1.1. Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2013

Le groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivantes à compter de l'ouverture de l'exercice 2013 :

- l'amendement IFRS 7, sur la compensation des actifs et passifs,
- la norme IFRS 13 sur l'évaluation à la juste valeur,
- la norme IAS 19 révisée sur les avantages du personnel.

Ces nouvelles normes et amendements n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

2.1.2. Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

TEXTES ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE A LA DATE DE CLOTURE

IFRS 10 – Etats financiers consolidés (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014);

IFRS 11 – Partenariats (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014) ;

IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014) ;

IFRIC 21 – Comptabilisation des taxes (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014);

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation et n'anticipe pas d'impacts significatifs consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

Le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

2.2. Règles générales de présentation des états de synthèse

Le bilan consolidé est présenté selon le critère de distinction «courant» / «non courant» défini par la norme IAS 1. Ainsi, les dettes financières, les provisions pour risques et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an en «non courant» et la part à moins d'un an en «courant».

2.3. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer les avantages de ses activités. Il est présumé lorsque le groupe détient plus de 50% des droits de vote.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont contrôlées exclusivement par SWORD GROUP et sont donc consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

En vertu du pacte statutaire de la société Sword Soft, le résultat de l'exercice est entièrement acquis à Sword Group. Sur cette base, l'intégralité du résultat est affectée à SWORD GROUP dans la répartition entre groupe et intérêts minoritaires.

En vertu du pacte d'actionnaire de la société Simalaya, Sword a le pouvoir de décider de l'orientation opérationnelle et stratégique de la société, et de sa politique managériale (nomination, rémunération, révocation des dirigeants et cadres, etc).

Les soldes et transactions entre sociétés consolidées sont éliminés en consolidation.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 25.

2.4. Jugements et estimations de la direction

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS tels qu'approuvés par l'Union Européenne, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des actifs corporels et incorporels (y compris le goodwill) l'évaluation des provisions et l'évaluation des paiements en actions (IFRS 2).

Certains principes comptables utilisés font appel au jugement de la direction du Groupe en ce qui concerne, en particulier :

- la détermination du niveau de reconnaissance des revenus, selon la méthode de l'avancement, en ce qui concerne les contrats au forfait (cf. 2.15.) (IAS 11)
- l'appréciation du caractère immobilisable des dépenses de développement en lien avec les critères définis par IAS 38 (cf 2.9.1.)
- les tests de dépréciation des actifs corporels et incorporels (y compris les goodwill),
- Provisions fiscales,
- Plan de retraite,
- Imposition différée,
- Actif et passif éventuels.

2.5. Information sectorielle

L'analyse des critères prévus par la norme IFRS 8 permettant de déterminer des secteurs opérationnels et des secteurs géographiques (structure de l'organisation et autonomie, nature des produits et des process, type de clientèle, environnement réglementaire,...) a conduit à l'identification d'un premier niveau d'information sectorielle liée aux secteurs opérationnels, qui se ventilent comme suit :

- ✓ L'activité Solutions, spécialisée en intégration de systèmes dans le domaine de la gestion du contenu des systèmes d'information.
Cette activité cible principalement des marchés régulés et donc concerne la gestion de la conformité (compliance management).
Ce département appuie sa stratégie sur des composants logiciels :
 - Techniques (en document management, systèmes d'information géographique, ...)
 - Métier (gestion d'offices de marques et brevets, collectivités locales, ...).
- ✓ L'activité Produits, intégrant :
 - Les produits de GRC (Governance Risk and Compliance management)
Ce domaine recouvre les activités purement GRC, les activités de document management et les activités de gestion de grands projets.
 - Les produits de gestion d'actifs (Asset Management), avec comme principal vecteur les sociétés de leasing de véhicules. Comme pour l'activité précédente, outre le marché anglais, ces produits ciblent aussi les marchés de l'Europe continentale et du Moyen-Orient.

Le groupe n'est pas organisé par secteurs géographiques (il n'existe pas de responsables autonomes ni de reportings par régions identifiées).

2.6. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes consolidés du groupe Sword sont établis dans la monnaie en vigueur en Luxembourg, l'euro.

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du groupe correspond à la monnaie locale en vigueur. Le groupe n'a pas de filiales situées dans un pays hyper-inflationniste.

La conversion des comptes des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, s'effectue de la manière suivante :

- Tous les éléments d'actif et de passif (hors composantes des capitaux propres) sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- Les produits et les charges (y compris les dotations aux amortissements et provisions) sont convertis au cours moyen de la période,
- Les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique,
- Les écarts de conversion constatés, tant sur les capitaux propres d'ouverture que sur le résultat de l'exercice, sont inscrits dans les capitaux propres sous la rubrique "réserve de conversion" inclus dans les réserves-part du groupe,
- La réserve de conversion est constatée en résultat lors de la cession de la filiale.

2.7. Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les écarts entre le cours de change à l'origine et le cours de règlement sont constatés en résultat.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits au compte de résultat. Les écarts de change constatés sur des créances et dettes inter-compagnies sont maintenus en résultat en consolidation.

Les écarts de change au compte de résultat sont rattachés à la rubrique correspondante du résultat opérationnel, s'ils se rattachent à des opérations commerciales (achats, ventes,...) et en coût de l'endettement financier, s'ils se rattachent à des placements ou à des dettes financières.

Les écarts de change latents relatifs à une dette financière qui fait partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère, et dont le règlement n'est ni planifié ni probable, ni prévisible dans un avenir proche, sont imputés directement en réserves de conversion. Ils sont constatés en résultat lors de la cession de la filiale, ou du remboursement de la dette.

La société n'a pas mis en place d'instruments de couverture de change.

2.8. Goodwill

Les fonds de commerce, acquis antérieurement à la transition aux normes comptables internationales, sont traités comme des goodwill comme décrit ci-dessous.

Les regroupements d'entreprises intervenus depuis le 1^{er} janvier 2004 sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique l'évaluation des actifs et des passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par la norme IFRS 3.

Les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés selon la norme IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises, et IAS 27 amendée, Etats financiers consolidés et individuels. L'application de ces normes révisées est prospective.

Les goodwill liés à des entreprises étrangères sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entreprise acquise.

Les goodwill sont rattachés à une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors de l'acquisition, en fonction des synergies attendues par le groupe.

Les goodwill font l'objet de tests de dépréciation chaque année selon les principes généraux définis dans la note 2.14 en application de la norme IAS 36. Les dépréciations constatées ne peuvent être reprises en résultat avant la cession de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est rattaché.

Nous prenons la faculté offerte par la norme IFRS 3 afin de déterminer dans l'année de l'acquisition la ventilation du goodwill pour Active Risk. La ventilation du goodwill sera revue quand la valorisation des produits commercialisés par Active Risk sera achevée.

2.9. Immobilisations incorporelles

2.9.1. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont constatés en charges.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des critères suivants prévus par la norme IAS 38 :

- la faisabilité technique,
- l'intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre,
- la capacité à l'utiliser ou le vendre,
- la démonstration que l'actif génèrera des avantages économiques futurs probables,
- la disponibilité actuelle ou future des ressources permettant de réaliser le projet,
- la capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont constatés à l'actif à hauteur des coûts directs affectés au projet. Ils sont amortis à compter de la commercialisation du projet et sur la durée d'utilité attendue du projet. Conformément à la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de ces actifs incorporels, ceux-ci font l'objet d'une revue détaillée (cf. note 2.13.) afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable. Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année selon les modalités définies en note 2.14. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

2.9.2. Autres immobilisations incorporelles

Elles sont essentiellement constituées de logiciels.

Les immobilisations incorporelles sont constatées au coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

L'ensemble des immobilisations incorporelles est à durée de vie définie et par conséquent amorti sur la durée d'utilité attendue, de manière linéaire sur 3 ans. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable (cf note 2.13).

2.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition, majoré des frais accessoires et des autres coûts directement attribuables à l'actif.

Les immobilisations corporelles sont à durée de vie définie, à l'exception des terrains.

Un amortissement est constaté selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation attendue par le groupe.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- | | |
|-------------------------|-----------|
| - Matériel de transport | 5 ans |
| - Matériel de bureau | 3 à 5 ans |
| - Matériel informatique | 3 ans |
| - Mobilier de bureau | 10 ans |

Les modalités d'amortissement sont révisées chaque année. Les modifications sont constatées de manière prospective, lorsque l'impact est significatif.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable (cf note 2.13).

Compte tenu de la nature des actifs corporels, la comptabilisation par composants n'est pas applicable.

Le groupe Sword Group ne détient pas d'immeuble de placement.

2.11. Contrats de location

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est à dire qu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17 (ex : transfert automatique de propriété, existence d'une option d'achat intéressante,...). Les contrats de location-financement sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dettes financières. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles.

2.12. Activités destinées à être cédées ou abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 «actifs non courants destinés à être cédés et abandons d'activités», les actifs et passifs disponibles immédiatement pour la cession, pour lesquels un plan de cession ainsi que les actions nécessaires à trouver un client sont engagés et dont la vente à moins d'un an est très probable, sont classés en « actifs et passifs destinés à la vente ». Conformément à la norme IAS 27, les créances et dettes de ces activités avec le reste du groupe continuent d'être éliminées. Les actifs et passifs destinés à la vente sont évalués à la valeur la plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

2.13. Tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année, pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéfinie) et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur. Les actifs à durée de vie indéfinie concernent uniquement les goodwill.

L'analyse des dépréciations est réalisée en fonction des actifs testés, soit au niveau des actifs individuels, soit au niveau des unités génératrices de trésorerie (plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de flux largement indépendants de ceux générés par les autres groupes). Les goodwill sont ainsi testés au niveau des unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux secteurs opérationnels (cf note 2.5.).

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou du groupe d'actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est égale à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession lorsqu'elle peut être mesurée de manière fiable et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée chaque année et pour chaque UGT par un expert, conformément à la norme IAS 36 : elle correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, attendus de l'utilisation continue des actifs et de leur sortie à la fin de l'utilisation prévue par l'entreprise. Elle ne prend pas en compte l'impact de la structure financière, l'effet d'impôt, ni les restructurations non engagées.

Les dépréciations constatées sur une unité génératrice de trésorerie sont imputées en priorité sur le goodwill, puis sur la valeur des autres composants de l'unité, dans la limite de la valeur recouvrable. Les dépréciations viennent modifier les bases amortissables. Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles.

La répartition de l'activité entre les différentes UGT a été revue en 2007 pour mieux refléter la génération de cash flows indépendants en lien avec l'évolution des métiers du groupe. En outre, la mise en application d'IFRS 8 n'a pas remis en question cette répartition.

Le segment Produits comprend une UGT (UGT1), qui concerne les sociétés dont les produits sont loués ou vendus selon un SaaS modèle.

Le segment Solutions comprend une UGT (UGT 3), qui concerne les sociétés spécialisées en intégration de systèmes dans le domaine de la gestion du contenu des systèmes d'information.

Les principaux paramètres pris en compte sont repris ci-dessous :

Horizon des prévisions : 3 ans,

- Prise en compte d'une valeur terminale calculée en tenant compte d'un flux normatif actualisé et d'un taux de croissance à l'infini de 2%,
- Taux d'actualisation spécifique à chaque secteur d'activité. Le taux d'actualisation est déterminé à partir du taux sans risque (taux moyen de l'Euroswap à 10 ans : 3,4 %), majoré d'une prime de risque de marché pour la Zone Euro de 6 %, d'un coefficient bêta spécifique au secteur d'activité et d'une prime de risque spécifique pour tenir compte de la taille des entités. Les taux d'actualisation s'élèvent à 11.1 % pour l'UGT 1 et 10.7 % pour l'UGT 3.
- Taux de croissance des flux de la période budgétaire retenu est de 5 %.

Sur base de leur expérience passée, la direction a validé les budgets utilisés pour valoriser les goodwill.

2.14. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués essentiellement :

- de dépôts et cautionnements considérés comme des actifs constatés selon la méthode du coût (cf note 2.21 sur les instruments financiers)
- et de titres de sociétés sur lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable qui sont comptabilisés comme des actifs financiers disponibles à la vente c'est-à-dire évalués à leur juste valeur ; la variation de valeur de ces actifs destinés à la vente est enregistrée dans les autres éléments du résultat global.

Une dépréciation est constatée, lorsque les flux de trésorerie attendus sont inférieurs à la valeur comptable.

2.15. Créances clients et autres actifs financiers courants et règles de constatation du chiffre d'affaires

Les créances commerciales sont enregistrées initialement à leur valeur nominale d'origine. Elles font l'objet d'une actualisation lorsque leur ancienneté est supérieure à 1 an.

Une dépréciation est constatée, lorsque les flux de règlement attendus estimés à la clôture sont inférieurs à la valeur comptable. L'analyse du risque tient compte de critères tels que l'ancienneté de la créance, l'existence d'un litige, ou la situation financière du client.

Le chiffre d'affaires est constaté lorsque l'essentiel des risques et avantages est transféré au client, lorsque le montant des revenus et des coûts associés peut être déterminé de manière fiable, et que les avantages économiques associés à la transaction iront à la société.

Les activités de SWORD GROUP et de ses filiales se répartissent en deux familles principales qui présentent des caractéristiques de génération de revenus différentes :

Ventes de logiciels et prestations associées

Les ventes de logiciels et prestations associées concernent d'une part, la vente de logiciels et, d'autre part, la réalisation de prestations d'installation, de maintenance et de formation.

Le fait générateur de la vente de logiciels correspond à la livraison électronique des logiciels ; pour certaines applications nécessitant des adaptations et paramétrages complexes, la prise en compte de la vente est réalisée lors de la mise en service du logiciel chez le client.

Les prestations associées sont enregistrées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.

Prestations d'ingénierie et de conseil

Ces prestations font l'objet d'un suivi par projet et sont constatées en chiffre d'affaires à l'avancement, lorsque les critères prévus par la norme sont respectés (évaluation fiable du produit, de la marge et de l'avancement).

Un produit différé est constaté, à hauteur des montants facturés d'avance.

Par ailleurs, conformément à IAS 18.20, les prestations de services sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsqu'elles répondent aux critères suivants :

- probabilité que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise,
- évaluation fiable du montant des produits,
- évaluation fiable du degré d'avancement,
- évaluation fiable des coûts encourus.

2.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose principalement de comptes bancaires, de valeurs mobilières de placement offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à 3 mois lors de leur acquisition, et ne présentant aucun risque. Ils comprennent essentiellement des fonds monétaires en euros.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont constatées en produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

2.17. Avantages accordés au personnel

Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales, congés payés,...) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies : l'obligation du groupe est limitée au versement de cotisations : ils correspondent aux régimes de retraite légale et complémentaire. Les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

Régimes à prestations définies : le groupe a l'obligation de payer des niveaux de prestations convenus aux membres de son personnel en activité ainsi qu'aux anciens salariés, les risques actuariels incombent alors au groupe : ils correspondent aux engagements de fin de carrière définis par les conventions collectives françaises ou les accords d'entreprise. L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles (taux de mortalité, taux de turn over, taux d'actualisation et taux d'augmentation de salaire,...). Le détail des hypothèses actuarielles retenues est communiqué en note 17.1.

En raison des faibles montants en jeu, le groupe n'a pas retraité les montants des écarts actuariels en résultat global pour 2012 et 2013 et le fera pour l'exercice 2014.

L'engagement est constaté au bilan en passifs non courants, pour le montant de l'engagement total.

La réduction ou la liquidation d'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi donne lieu à la reprise immédiate, par le compte de résultat, des engagements antérieurement comptabilisés.

Le groupe Sword Group n'externalise pas la gestion et le financement des indemnités de départ à la retraite auprès d'un fonds externe.

La variation de la provision sur l'exercice est constatée intégralement au compte de résultat, en résultat opérationnel, la ventilation du résultat entre ses différentes composantes est donnée en annexe (coût des services rendus, le coût financier, indemnités versées,...).

Autres avantages à long terme

Les seuls avantages à long terme sont liés à la participation des salariés. Ils sont comptabilisés en passifs non courants pour la partie supérieure à 1 an.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées lors de la mise en œuvre d'une procédure.

Transactions rémunérées par des paiements en actions et assimilés (options de souscription,...).

Paiements qui se dénouent en trésorerie :

Pour l'octroi d'options de souscription dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie, la société évalue les services rendus par les employés à la date d'attribution du plan. L'évaluation est faite en utilisant une approche Black & Scholes.

La juste valeur de l'avantage est constatée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits et en passifs courants ou non courants, en fonction de l'échéance.

La juste valeur initiale est actualisée à chaque date de clôture pendant la durée de vie du plan, les variations de juste valeur étant constatées en charges de personnel.

Paiements qui se dénouent en actions :

Pour l'octroi d'options dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'attribution. L'évaluation est faite en utilisant une approche Black & Scholes.

La juste valeur est figée à la date d'attribution, elle est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserves spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires et d'hypothèses de départ. La charge est recalculée à chaque date de clôture, après mise à jour des bénéficiaires et des hypothèses de départ, la variation par rapport à la charge cumulée de l'exercice précédent étant constatée en charges de personnel.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

2.18. Provisions (hors engagement de retraite), actifs et passifs éventuels

Une provision doit être comptabilisée si :

- le groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du groupe,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions comprennent essentiellement :

- les provisions pour risques chantiers, qui sont liées à des litiges portant sur des contrats. Elles sont déterminées au cas par cas en fonction du risque estimé,
- les provisions pour risques contentieux, qui correspondent à des litiges intervenus suite à des opérations de regroupements d'entreprises. Les provisions sont constituées en fonction du risque estimé par la société,
- les provisions pour les litiges prud'homaux.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

Une information est donnée en annexe sur les actifs et passifs éventuels, si l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible.

2.19. Imposition sur les bénéfices

Impôts exigibles

L'impôt exigible est celui calculé pour chacune des entités selon les règles fiscales leur étant applicables.

Les impôts exigibles sont présentés distinctement en passifs courants.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables en consolidation, à l'exception de celles liées aux goodwill, et aux bénéfices non distribués des sociétés consolidées (sauf lorsque la distribution est prévisible selon la définition de la norme IAS 12). De même, les impôts différés sont comptabilisés sur les écritures d'harmonisation des comptes sociaux avec les comptes consolidés.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs,
- part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluses dans les pertes passées,
- historique des résultats fiscaux des années précédentes,
- et, le cas échéant, stratégie fiscale comme la cession envisagée d'actifs sous-évalués.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale, quelle que soit leur échéance, dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.20. Effet de l'évolution de la législation fiscale

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions, dont le traitement comptable est précisé ci-dessous :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la taxe professionnelle et est donc comptabilisée comme cette dernière en charges opérationnelles ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables »). Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser des impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de l'exercice. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « impôt sur le résultat ». Le montant total de la charge courant et différée relative à la CVAE est présenté sur cette même ligne.

L'impact de la comptabilisation de la CVAE en impôt s'élève à 317 K€ au 31 décembre 2013.

- Le Crédit d'Impôt Compétitivité d'Emploi a été comptabilisé en diminution des charges de personnel comme le recommande l'AMF. Ce crédit d'impôt représente un produit pour 218 K€ au titre de l'exercice 2013.

2.21. Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers sont déterminées par rapport à la classification suivante, qui ne correspond pas à des rubriques identifiées du bilan consolidé :

- Actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique correspond aux prêts, aux créances clients, aux dettes fournisseurs, aux dépôts et cautionnements et autres créances ou dettes commerciales. Ces instruments sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur, qui en pratique est proche de la valeur nominale. Ils sont évalués à la clôture au coût d'origine, diminué des amortissements en capital déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur. Pour les actifs et passifs dont l'échéance est inférieure à 12 mois, la valeur nominale d'origine est considérée équivalente à la valeur au coût amorti. Les règles détaillées d'évaluation ont été présentées ci-dessus dans des notes spécifiques.
- Actifs et passifs financiers désignés en tant que « juste valeur par le résultat » : ils comprennent uniquement les valeurs mobilières de placement telles que SICAV ou FCP, qui sont évaluées à leurs valeurs liquidatives pour chaque clôture. Les valeurs comptables sont ajustées sur les justes valeurs à la date de clôture, les écarts de juste valeur étant constatés en résultat.
- Les instruments dérivés (Swap de taux d'intérêts) ont été conclus dans un objectif de couverture et à ce titre, les variations sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace. La part inefficace, quant à elle, est enregistrée en résultat (voir note 15).

Placements détenus jusqu'à l'échéance : non applicables dans le groupe.

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent :

- à des participations minoritaires non consolidées dans des sociétés cotées (titres disponibles à la vente). Ces titres sont évalués à leur juste valeur cotée à la clôture de l'exercice. La variation de juste valeur par rapport à la valeur d'origine est enregistrée directement dans les capitaux propres et présentée dans l'état de résultat global. Lorsqu'une diminution de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente a été comptabilisée directement en capitaux propres et qu'il existe une indication objective de la dépréciation de cet actif, la perte cumulée qui a été comptabilisée directement en capitaux propres doit être sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.
- à des titres de participation non consolidés non cotés, évalués au coût historique, leur juste valeur ne pouvant être estimée de manière fiable. Des tests de dépréciation sont réalisés à chaque clôture, par rapport à la valeur d'utilité des titres, réalisés en fonction des flux de trésorerie attendus. Les dépréciations éventuelles sont constatées en résultat et ne peuvent être reprises par résultat que lors de la cession des titres.

Les notes 20 et 21 ci-après spécifiques aux instruments financiers fournissent les informations suivantes relatives à chacune des catégories d'instruments financiers présentées ci-dessus :

- positionnement et valeur au sein des postes du bilan actif et passif
- juste valeur à la clôture
- incidences sur le compte de résultat de l'exercice et les capitaux propres
- sensibilité aux différents risques : risque de marché (taux, devises), risque de liquidité et risque de crédit.

Le recours aux instruments dérivés est limité à des Swaps de taux d'intérêt sur les emprunts souscrits.

2.22. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon les règles définies à la note 2.16 ci-dessus. Il comprend le résultat de change lié aux ventes.

Les escomptes pour paiement comptant sont présentés en diminution du chiffre d'affaires.

Les produits constatés qui ne sont pas la contrepartie d'une prestation réalisée vis à vis des tiers (production immobilisée, transferts de charges,...), sont présentés en diminution des charges correspondantes.

2.23. Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation comprennent les autres produits et charges tels qu'abandons de créances à caractère commercial, les produits et charges divers de gestion.

2.24. Eléments opérationnels non courants

Les éléments opérationnels non courants sont constitués des rubriques « Résultats sur cession et dépréciation d'actifs » et « autres produits et charges opérationnels non courants ». Ils correspondent à des produits et charges inhabituels ou peu fréquents et de montant significatif, autres que le résultat lié aux activités cédées, tels que :

- résultats de cession et dépréciation des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles,
- résultat de cession des sociétés consolidées,
- litiges,
- restructurations,
- autres dépréciations significatives.

2.25. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- le coût de l'endettement financier brut, qui correspond aux charges d'intérêt sur la dette financière consolidée (emprunts, dettes sur contrat de location-financement,...),
- diminué des produits de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers sont constitués :

- des dividendes reçus des participations non consolidées,
- des cessions de titres non consolidés,
- de l'effet de l'actualisation des créances et dettes commerciales,
- du résultat de change sur les transactions financières intercompagnies éliminées en consolidation.

2.26. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, à l'exception des actions d'auto contrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives (options de souscription, bons de souscription,...), retraité des actions d'auto contrôle. Leur nombre est déterminé par application de la méthode du rachat d'actions.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période.

2.27. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

L'incidence des variations de périmètre est présentée pour un montant net dans les flux d'investissement. Elle correspond au prix effectivement payé au cours de l'exercice, ajusté de la trésorerie active / passive acquise tel que détaillé en note 22.

Les flux de trésorerie liés à l'activité sont ceux générant des revenus et ceux ne répondant pas aux critères de flux d'investissement ou de financement. Le groupe a choisi de classer dans cette catégorie les dividendes reçus et les intérêts versés.

La capacité d'autofinancement est calculée en ajustant le résultat net des dotations aux amortissements et provisions (hors variations de provisions pour actifs circulants), des résultats de cession, et des charges calculées (produits et charges directement imputés sur les réserves tels que les avantages liés aux paiements en actions qui se dénouent par des actions).

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont ceux issus des acquisitions et cessions d'actifs à long terme et d'autres actifs non classés en équivalents de trésorerie, nets des dettes fournisseurs d'immobilisations. Les intérêts encaissés sont inclus dans ces flux d'investissement.

Les opérations de financement sont celles qui entraînent une modification de l'importance ou de la nature des capitaux propres ou des dettes de l'entreprise. Les augmentations de capital de l'exercice, les dividendes versés, ainsi que les émissions ou remboursements d'emprunts sont inclus dans cette catégorie.

Les augmentations d'actifs et de passifs n'ayant pas généré de flux de trésorerie sont compensés. Ainsi, les biens financés par crédit-bail au cours de l'exercice ne figurent pas parmi les investissements de l'exercice ; la part des loyers relative au remboursement du capital figure parmi les remboursements d'emprunts de l'exercice.

NOTE 3 : EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les principales modifications intervenues au cours de l'année 2013 dans le périmètre de consolidation sont présentées au paragraphe 1.1.

Acquisitions

- La société de droit britannique Active Risk a été acquise lors une offre publique d'achat amicale sur l'Alternative Investment Market (bourse de Londres) et s'est concrétisé par une acquisition définitive de 100 % des actions le 30 août 2013. Le prix de l'acquisition de cette société s'élève à 13 903 K€.
- Le contrôle de la société de droit suisse Simalaya Holding a été obtenu le 26 septembre 2013, suite à la participation à l'augmentation de capital pour un montant de 12 750 KCHF et à la conclusion d'un pacte d'actionnaire.

Principaux agrégats des sociétés acquises

Compte de résultat contributif sur la période d'intégration

En K€	Active Risk	Simalaya Holding
Chiffre d'affaires contributif	3 820	3 004
Résultat net	1 105	830

Bilan à la date de l'acquisition

En K€	Active Risk	Simalaya Holding
Immobilisations incorporelles et corporelles	95	528
Immobilisations financières et actifs non courants	6 978	944
Autres créances courantes	2 642	4 405
Trésorerie active	4 558	12 769
Dettes financières	-	1 104
Passifs courants	7 081	4 247
Total actif / passif	14 273	18 646

Cessions

Les sociétés cédées ainsi que leurs principaux agrégats des sociétés cédées sont détaillés au paragraphe 1.1.

Pour rappel, la principale modification intervenue au cours de l'année 2012 dans le périmètre de consolidation résultait de l'évènement suivant :

- Le 10 juillet 2012, le groupe Ciboodle avait été cédé par par Sword Soft. Le prix de cession était de 79 M\$ pour 100 % des titres. Cette cession avait dégagé une plus-value de consolidation de 22 838 K€.

NOTE 4 : INFORMATION COMPLEMENTAIRE RELATIVE AUX SOCIETES ACQUISES

- Le groupe Active Risk, situé en Angleterre, aux Etats-Unis et en Australie, a été acquis lors d'une offre publique d'achat amicale qui s'est concrétisée par une acquisition définitive de 100 % des actions le 30 août 2013. Il est éditeur de solution de gestion du risque, spécialisé dans le suivi du risque des grands projets. Il est expert métier dans le domaine de l'ingénierie, du BTP, de l'énergie, de l'aérospatiale et de la défense. Cette acquisition viendra compléter l'offre GRC de Sword, actuellement basée principalement sur le « Compliance Management », Active Risk étant quant à elle spécialisée en « Risk Management ».
- Sword Group a augmenté sa participation, suite à l'augmentation de capital le 26 septembre 2013, à hauteur de 39.88 % dans le groupe Simalaya, situé en France, en Suisse, au Maroc et en Tunisie. Ce groupe de société de service est dans le domaine du management et des technologies de l'information. Son offre couvre des activités de conseil en stratégie des SI, gestion de projet, Test & assurance qualité, Marketing digital & CRM ainsi que de l'ingénierie en performance des systèmes d'information. Cet investissement permettra à Sword de poursuivre sa stratégie de croissance et de compléter ses propositions de valeur auprès de ses clients. En effet, le groupe pourra ainsi étendre sa présence géographique et renforcer son positionnement en Suisse, en Afrique du nord et dans la région EMEA, mais également étendre son offre en proposant à ses clients une expertise dans les domaines du conseil en stratégie, du marketing digital & du CRM et dans le marché niche de la gestion de la performance des systèmes d'information.

NOTE 5 : TAUX DE CONVERSION DES ELEMENTS EN MONNAIE ETRANGERE

Le tableau suivant présente les taux de conversion euro contre monnaies étrangères retenus pour la consolidation :

	Taux moyen 31/12/2013	Taux moyen 31/12/2012 ⁽¹⁾	Taux de clôture 31/12/2013	Taux de clôture 31/12/2012 ⁽¹⁾
Livre sterling	0.84925	0.8111	0.8337	0.8161
Dollar américain	1.328151	1.2856	1.3791	1.3194
Franc suisse	1.230917	1.20532	1.2276	1.2072
Rand sud-africain	12.8308	10.5545	14.566	11.1727
Roupie indienne	77.87526	68.6294	85.366	72.5584
Dollar australien	1.377	1.24723	1.5423	1.1668
Dirham Marocain	11.2329		11.2481	
Dinar Tunisien	2.2582		2.265	
Pesos Colombien	2 645.50		2 659.57	

⁽¹⁾ Les filiales marocaines, tunisiennes et colombiennes sont entrées dans le périmètre en 2013.

NOTE 6 : INFORMATION SECTORIELLE

Information sectorielle par activité

(K€)	Solutions		Software		Autres activités		Consolidé	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Chiffre d'affaires	85 500	84 248	21 000	33 660	-	-	106 500	117 908
Résultat opérationnel courant	8 394	9 210	5 800	6 400	-	-866	14 194	14 744
Produits et charges opérationnels non courants (y/c cessions)	-2 085	-4 038	-89	-1 185	9 681	17 567	7 507	12 344
Frais financiers ⁽¹⁾	-	-	-	-	2 863	6 992	2 863	6 992
Impôts	-	-	-	-	3 757	3 810	3 757	3 810
Résultat net	6 309	5 172	5 711	5 215	3 061	5 899	15 081	16 286
Actifs sectoriels	122 033	109 187	51 510	28 181	-	-	173 543	137 368
Actifs du siège et autres actifs non affectés	-	-	-	-	86 733	129 846	86 733	129 846
Actif total consolidé	122 033	109 187	51 510	28 181	-	-	173 543	137 368
Passifs sectoriels	122 033	109 187	51 510	28 181	-	-	173 543	137 368
Passifs du siège et autres passifs non affectés	-	-	-	-	86 733	129 846	86 733	129 846
Passif total consolidé	122 033	109 187	51 510	28 181	86 733	129 846	260 276	267 214
Investissements	8 899	3 448	12 388	2 435	3	29	21 290	5 912
Dotations aux amortissements	1 783	1 120	278	769	8	16	2 069	1 905
Charges nettes calculées hors amortissements	-1 079	1 227	-	-	-1 441	3 815	-2 520	5 042

⁽¹⁾ total des rubriques coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

NOTE 7 : COMPTE DE RESULTAT

7.1. Salaires et charges sociales

Les charges de personnel peuvent s'analyser comme suit :

(en K€)	12/13	12/12
Avantages à court terme / rémunérations brutes	36 853	46 472
Avantages à court terme / charges sociales	7 388	8 953
Avantages liés aux paiements en actions	70	197
Avantages long terme (participation et intéressement)	123	119
Autres avantages	203	243
Total	44 637	55 984

La charge nette liée aux engagements de retraite est donnée en note 17.1.

Effectif moyen consolidé :

	12/13	12/12
Effectif facturable	648	804
Effectif non facturable	103	129
Total	751	933

7.2. Amortissements et provisions / dépréciations

Les amortissements et provisions / dépréciation inclus dans les charges opérationnelles se ventilent comme suit :

(en K€)	12/13	12/12
Amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles	2 069	1 905
Dépréciation des créances clients et autres créances	(204)	(42)
Provisions nettes	43	(326)
Total	1 908	1 537

7.3. Frais de recherche et développement

(en K€)	12/13	12/12
Total de dépenses engagées	(3 315)	(4 796)
Frais de développement activés (Note 9)	1 726	2 429
Frais non activés ⁽¹⁾	(1 589)	(2 367)
Amortissements des frais de développements antérieurement activés (Note 9)	(690)	(444)
Total	(2 279)	(2 811)

⁽¹⁾ constatés en autres achats et charges externes et en salaires et traitements

Les frais de recherche et développement concernent :

- le développement de composants logiciels destinés à l'activité "services",
- la maintenance corrective et évolutive des produits,
- le développement de nouveaux produits.

7.4. Autres produits et charges d'exploitation

Ils correspondent essentiellement à des abandons de créances à caractère commercial et des jetons de présence.

7.5. Résultats de cession et dépréciation d'actifs

(en K€)	12/13	12/12
Frais de cession	(992)	(5 442)
Résultat de cession titres non consolidés	(28)	(26)
Résultat de cession Sous Groupe ASSURANCE	-	(210)
Résultat de cession Sous Groupe CIBOODLE	-	22 838
Résultat de cession Amor ⁽¹⁾	12 681	-
Dépréciation immobilisations incorporelles	(173)	(559)
Résultat de cession sur immobilisations corporelles	(35)	(433)
Total	11 453	16 168

⁽¹⁾ Les titres Amor étaient détenus par la Société Sword General Partners.

7.6. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants incluent les montants suivants :

(en K€)	12/13	12/12
Restructuration	(836)	(536)
Litiges	(1 225)	(2 348)
Autres charges non courantes	(2 688)	(940)
Autres produits non courants	803	-
Total	(3 946)	(3 824)

Les autres charges non courantes sont composées essentiellement des frais d'acquisition.

7.7. Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie

(en K€)	12/13	12/12
Produits financiers de participations non consolidées	11	
Total	11	0

7.8. Coût de l'endettement financier brut

(en K€)	12/13	12/12
Intérêts sur emprunts et dettes assimilées	(1 077)	(1 274)
Autres produits financiers	988	1 490
Total	(89)	216

7.9. Autres produits et charges financières

(en K€)	12/13	12/12
Perte de change sur opérations financières	(4 815)	(15 182)
Dotations financières sur titres non consolidés et créances	(212)	(2 934)
Autres charges financières	(189)	(230)
Gain de change sur opérations financières	1 353	9 898
Autres produits financiers ⁽¹⁾	1 078	1 240
Total	(2 785)	(7 208)

Les pertes et gains de change sur opérations financières correspondent au résultat de change sur les opérations de change intragroupes éliminées en consolidation (avances en compte-courant...) et à la revalorisation d'un placement en dollars.

⁽¹⁾ Les autres produits financiers intègrent des intérêts sur compte à terme pour 807K€

7.10. Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices

7.10.1. Structure de la charge d'impôt-société

(en K€)	12/13	12/12
Impôt courant (Note 7.10.1.A)		
Impôt courant sur les bénéfices	3 331	3 744
Impôts différés		
Impôts différés de la période	426	66
Total	3 757	3 810

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

B. Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2.20.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés au Luxembourg est de 31,47% au titre de l'exercice 2013.

7.10.2. Taux effectif d'impôt

(en K€)	12/13	12/12
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	18 838	20 096
Taux moyen d'imposition en vigueur au Luxembourg	31,47%	31,05%
Impôt attendu	5 928	6 240
Incidence		
▪ Différences définitives entre résultat comptable et résultat taxable	(3 772)	(319)
▪ Différences permanentes sur écritures de consolidation	(377)	(5 344)
▪ Ecart de taux sur cession de titres de participation		
▪ Différentiel de taux sur les filiales étrangères	(922)	(508)
▪ Non-activation du produit d'IS sur déficits fiscaux	2 468	3 828
▪ Utilisation des déficits fiscaux non reconnus à l'ouverture	(338)	(342)
▪ Crédit d'impôt		
▪ Divers	770	255
Impôt effectivement constaté	3 757	3 810
Taux effectif d'impôt	19.94 %	18.96 %

7.10.3. Impôts différés au bilan

Soldes	2013	2012
Impôts différés actifs		
- Impôt différés activables	2 904	486
Impôts différés actifs comptabilisés	2 904	486
Impôt différés passifs	-750	- 623
Impôts différés nets	2 154	- 137

La variation des impôts différés provient essentiellement de la reconnaissance des IDA d'Active Risk, lors de l'acquisition de cette société.

La variation des impôts différés constatés au bilan est détaillée ci-dessous par rubrique comptable du bilan :

Soit pour l'exercice 2013

en K€	31/12/12	Impact résultat	Impact situation nette	Change	Périmètre	Autres	31/12/13
Provisions	72	6					78
Immobilisations incorporelles et corporelles	-616	-103					-719
Différences temporelles générés sur d'autres postes du bilan	407	89	-106	2			392
Déficits reportables et crédits d'impôts	0	-418		42	2 779		2 403
Actifs bruts et passifs différés	-137	-426	-106	44	2 779		2 154

Soit pour l'exercice 2012

en K€	31/12/11	Impact résultat	Impact situation nette	Change	Périmètre	Autres	31/12/12
Provisions	43	29					72
Immobilisations incorporelles et corporelles	-464	-152					-616
Différences temporelles générés sur d'autres postes du bilan	250	57	253	-1	-152		407
Déficits reportables et crédits d'impôts	0						0
Actifs bruts et passifs différés	-171	-66	253	-1	-152		-137

7.11. Résultat par action

Les modalités de calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action ont été indiquées en note 2.26.

En euros	12/13	12/12
Résultat net par action non dilué		
▪ Nombre moyen total d'actions	9 179 419	9 172 000
▪ Résultat net total	14 522 134	16 217 106
▪ Résultat net par action non dilué	1.58	1.77
Résultat net par action dilué		
▪ Nombre moyen total d'actions	9 194 109	9 172 000
▪ Nombre d'actions liés aux stocks options		16 730
	(équivalent actions)	(équivalent actions)
▪ Nombre d'actions liés aux BSA	0	0
	(équivalent actions)	(équivalent actions)
▪ Nombre total de titres	9 194 109	9 188 730
▪ Résultat net total	14 522 134	16 217 106
▪ Résultat net par action dilué	1.58	1.76

NOTE 8 : GOODWILL

La variation du poste est la suivante pour l'exercice 2013 :

(en K€)	12/12	Acquisitions	Ajustements des earn out sur acquisitions antérieurs	Autres ajustements	Cessions	Effet de taux	12/13
Net	62 122	18 052				(517)	79 657

Les augmentations correspondent aux acquisitions suivantes :

- Active Risk pour 11 020 KEUR,
- Simalaya Holding pour 7 032 KEUR, comptabilisée selon la méthode du goodwill partiel.

Les goodwill ci-dessus ne sont pas déductibles fiscalement.

La variation du poste est la suivante pour l'exercice 2012 :

(en K€)	12/11	Acquisitions	Ajustements des earn out sur acquisitions antérieurs	Autres ajustements	Cessions	Effet de taux	12/12
Net	90 377				(29 742)	1 487	62 122

La ventilation des goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT) est la suivante au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 :

(K€)	31/12/2013	31/12/2012
UGT1 : Produits vendus comme un service (SaaS)	31 697	20 865
UGT3 : Services	47 960	41 257
Total consolidé	79 657	62 122

Les tests de sensibilité qui ont été réalisés sur les taux d'actualisation et sur le taux de croissance à l'infini (+/- 1 point) n'ont pas conduit à constater de dépréciations complémentaires.

		UGT 1				
		Croissance terminale				
		1,0%	1,5%	2,0%	2,5%	3,0%
CMPC	10,1 %	48 849	51 248	53 946	57 001	60 489
	10,6 %	46 405	48 539	50 922	53 601	56 636
	11,1 %	44 205	46 113	48 232	50 599	53 261
	11,6 %	42 212	43 928	45 824	47 929	50 280
	12,1 %	40 400	41 951	43 655	45 538	47 629

		UGT 3				
		Croissance terminale				
		1,0%	1,5%	2,0%	2,5%	3,0%
CMPC	9,7 %	86 510	91 058	96 200	102 058	108 794
	10,2 %	81 923	85 948	90 466	95 572	101 390
	10,7 %	77 810	81 395	85 392	89 879	94 951
	11,2 %	74 102	77 312	80 872	84 843	89 300
	11,7 %	70 741	73 631	76 819	80 356	84 300

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Détail et variation du poste pour 2013

(en K€)	12/12	Acquisitions - dotations	Cession s	Effet de taux de change	Mouvements de périmètre	12/13
Frais de développement						
Valeurs brutes	3 584	1 726		18	250	5 578
Amortissements et dépréciations	(1 415)	(690)	3	1	(250)	(2 351)
Net	2 169	1 036	3	19	-	3 227
Autres immobilisations incorporelles						
Valeurs brutes	3 322	27	(1 115)	(21)	3	2 216
Amortissements et dépréciations	(1 977)	(251)	939	21	(2)	(1 270)
Net	1 345	(224)	(176)	-	1	946
Total	3 514	812	(173)	19	1	4 173

La mise en œuvre des tests de dépréciation sur les frais de développement en cours n'a pas conduit à constater de dépréciations.

NOTE 10 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Détail et variation du poste pour 2013

(en K€)	12/12	Acquisitions-dotations	Cessions	Fusion	Reclassement	Effet de taux	Mouvements de périmètre	12/13
Terrains								
Valeurs brutes								
Amortissements								
Net								
Constructions								
Valeurs brutes	143					(2)		141
Amortissements	(50)	(24)						(74)
Net	93	(24)				(2)		67
Matériel de transport								
Valeurs brutes	252	215	(232)			(5)	82	312
Amortissements	(168)	(47)	84			3	(65)	(193)
Net	84	168	(148)			(2)	17	119
Agencements-installations								
Valeurs brutes	2 652	382	(44)		(33)	(19)	81	3 019
Amortissements	(1 580)	(201)	43			10	(72)	(1 800)
Net	1 072	181	(1)		(33)	(9)	9	1 219
Matériel informatique et de bureau								
Valeurs brutes	6 357	736	(95)			(69)	1 877	8 806
Amortissements	(5 287)	(651)	94			54	(1 372)	(7 162)
Net	1 070	85	(1)			(15)	505	1 644
Mobilier de bureau								
Valeurs brutes	2 050	154	(23)		33	(39)	443	2 618
Amortissements	(1 268)	(203)	22			13	(363)	(1 799)
Net	782	(49)	(1)		33	(26)	80	819
Immobilisations corporelles								
Valeurs brutes	11 454	1 487	(394)		-	(134)	2 483	14 896
Amortissements	(8 353)	(1 126)	243		-	80	(1 872)	(11 028)
Net	3 101	361	(151)		-	(54)	611	3 868
Total	3 101	361	(151)		-	(54)	611	3 868

Il n'existe pas de garanties données portant sur les actifs corporels.

NOTE 11 : ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS, TITRES DISPONIBLES A LA VENTE ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

11.1. Actifs financiers non courants et autres actifs non courants

Les actifs financiers non courants sont essentiellement composés de dépôts et cautionnements que l'on retrouve chez Sword SA et Global India.

Les autres actifs non courants sont composés de créances de plus d'un an.

11.2. Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente correspondent :

- A la participation détenue dans la société SBT. Au 31 décembre 2013, la participation de Sword Group dans cette société est de 37 296 titres. Le cours moyen d'acquisition est de 4,25 € et la juste valeur au 31 décembre 2013 s'élève à 86 K€. La variation de la juste valeur a été enregistrée par capitaux propres.
- Aux diverses autres participations, dont les principales sont : Lyodssoft (société non cotée), Middlesoft (société non cotée) et Kana (société non cotée) pour un montant global de 6 641 K€ en valeur brute et 5 059 K€ en valeur nette.

K€					
Titres disponibles à la vente	Ouverture (à la juste valeur)	Acquisition/ Cession	Variation (de la juste valeur)	Reclassement ⁽¹⁾	Clôture (à la juste valeur)
SBT	159		(73)		86
Kana	4 279				4 279
Divers	1 779	345	(171)	(1 173)	780
Total	6 217	345	(244)	(1 173)	5 145

⁽¹⁾ Les titres de participation Simalaya sont sortis des titres disponibles à la vente lors de la consolidation du groupe Simalaya. Les titres de Kana ont été cédés sur janvier 2014 générant une plus-value de 242 K€.

Au 31 décembre 2013

(en K€)	Dividendes	Evaluation ultérieure			Résultat de cession
		Variation de la juste valeur	Effet de change	Dépréciation	
Capitaux propres	-	(73)	-	-	-
Résultat	-	-	-	(171)	-
Total	-	(73)	-	(171)	-

Au 31 décembre 2012

(en K€)	Dividendes	Evaluation ultérieure			Résultat de cession
		Variation de la juste valeur	Effet de change	Dépréciation	
Capitaux propres	-	12	-	-	-
Résultat	-	-	-	(2 934)	-
Total	-	12	-	(2 934)	-

NOTE 12 : CLIENTS

(en K€)	12/13	12/12
Créances brutes	43 913	34 049
Dépréciations	(558)	(373)
Valeurs nettes	43 355	33 676

Les créances clients ont une échéance inférieure à 1 an.
Il n'existe pas de contrats de cession de créances.

NOTE 13 : AUTRES ACTIFS COURANTS

(en K€)	12/13	12/12
Créances d'impôts	413	456
Autres créances fiscales et sociales	2 589	2 915
Charges constatées d'avance	4 198	5 340
Autres actifs courants	5 354	3 035
Total valeurs brutes	12 554	11 746
Dépréciations (1)	(2 498)	(5)
Total	10 056	11 741

(1) Lors de la cession d'Amor, une créance de 2 493 K€ a été constatée et ne sera remboursable qu'en mars 2015. Cette créance a été dépréciée à 100%.

Les autres créances ont une échéance inférieure à 1 an.

NOTE 14 : ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

- Les actifs et passifs détenus en vue de la vente correspondaient à la société General Partner au 31 décembre 2012.
- Les actifs et passifs au titre de l'activité de General Partner étaient composés essentiellement des titres de la société AMOR (ex-BTS) et de la créance sur cette société et de l'emprunt souscrit par Sword Technology Solution destiné au financement de General Partner. L'emprunt a été remboursé par l'acquéreur des titres AMOR.

(en K€)	12/13	12/12
Actif	-	18 832
General Partner	-	18 832
Passif	-	18 515
General Partner (y compris emprunt STS)	-	18 515

NOTE 15 : ENDETTEMENT FINANCIER NET

(hors compléments de prix)

Détail du poste par nature

(K€)	12/13	12/12
Dettes financières à moyen et long terme	69 103	69 003
Dettes financières à court terme	0	8 844
Concours bancaires courants	138	326
Endettement brut total	69 241	78 173
Valeurs mobilières de placement	68 818	100 490
Disponibilités et assimilés	40 749	25 377
Endettement net total	(40 326)	(47 694)

Les disponibilités sont principalement composées des comptes bancaires, qui ne présentent aucun risque.

La trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie, nette des concours bancaires courants) s'élève à 109 429 K€ au 31 décembre 2013 et 125 541 K€ au 31 décembre 2012.

L'essentiel des emprunts sont libellés en euros.

Ventilation de l'endettement financier brut par échéance

(K€)	12/13	12/12
Dettes financières courantes (< 1 an)	138	9 170
1 an < X > 5 ans	68 883	69 003
> 5 ans	220	0
Dettes financières non courantes (> 1 an)	69 103	69 003
Total	69 241	78 173

Les dettes financières au 31 décembre 2013 non courantes comprennent, à hauteur de 68 000 K€ contre 69 000 K€ au 31 décembre 2012, des crédits en pool à taux variable qui font l'objet de tirages par Sword Group sous forme de billets dont la durée peut varier de 1 à 6 mois. Pour le classement en dettes financières non courantes (> 1 an) des billets en cours à la clôture, il a été tenu compte des éléments suivants :

- Droit pour l'entreprise, sans opposition des banques ayant accordé l'ouverture de crédit, de renouveler les tirages pendant une période d'au moins un an (toutes les ouvertures de crédit en vigueur au 31 décembre 2013 ne peuvent pas être réduites ou appelées en remboursement par les banques dans un délai de 12 mois)
- Volonté de l'entreprise d'avoir recours à ce financement dans les 12 mois à venir.

Les principales lignes de crédits arrivant à échéance en 2014 ont été déjà renégociées sur 2013. Elles ont donc été classées en dettes financières à plus d'un an.

Ventilation des emprunts par taux et par couverture de taux:

Les principaux emprunts ont été souscrits au taux d'intérêt euribor 3 mois + 1%. Deux couvertures par SWAP payeur à taux fixe sont en place sur l'exercice. Les swaps sont désignés comme instrument de couverture dans une relation de couverture des flux de trésorerie.

Une première couverture par SWAP payeur à taux fixe de 2,56 % (hors marge bancaire) a été mise en place en date du 1^{er} avril 2012 pour une durée de 36 mois et pour un montant de 10 M€. Cette couverture est évaluée à la juste valeur au bilan au 31 décembre 2013 pour un montant de -345 K€. Le groupe applique la comptabilité de couverture et constate par les capitaux propres les variations de juste valeur des instruments de couverture net d'impôt sur les sociétés, ce qui a généré sur l'année une variation des capitaux propres de 158 K€.

Une deuxième couverture par SWAP payeur à taux fixe de 1,24 % (hors marge bancaire) a été mise en place en date du 1^{er} avril 2012 pour une durée de 54 mois et pour un montant de 7,5 M€. Cette couverture est évaluée à la juste valeur au bilan au 31 décembre 2013 pour un montant de -94 K€. Le groupe applique la comptabilité de couverture et constate par les capitaux propres les variations de juste valeur des instruments de couverture net d'impôt sur les sociétés, ce qui a généré sur l'année une variation des capitaux propres de 54 K€.

Aucun ajustement lié au credit value adjustment ou au debit value adjustment n'a été nécessaire.

Covenants bancaires

Sword Group s'engage à maintenir d'après les clauses de covenant :

- le ratio dettes financières nettes consolidées / excédent brut d'exploitation consolidé inférieur à 3 ou 3,5 selon les contrats
- le ratio dettes financières nettes consolidées / capitaux propres consolidés inférieur à 1

En cas de non-respect des clauses de covenants ci-dessus, les banques prêteuses seront en mesure d'exiger le remboursement anticipé de l'encours de crédit d'un montant de 68 000 K€ au 31 décembre 2013 (versus 77 000 K€ au 31 décembre 2012).

Au 31 décembre 2013, ces clauses sont respectées par Sword Group.

Garanties sur emprunts

Cf note 23.

Lignes de crédit disponibles au 31 décembre 2013

En K€	31/12/13	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Montant de l'en-cours autorisé	133 108	138	128 023	4 947
Montant de l'en-cours utilisé	69 241	138	68 883	220
Crédit disponible	63 867	-	59 140	4 727

Lignes de crédit disponibles au 31 décembre 2012

En K€	31/12/12	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Montant de l'en-cours autorisé	141 326	22 410	114 051	4 865
Montant de l'en-cours utilisé	78 173	9 170	69 003	0
Crédit disponible	63 153	13 240	45 048	4 865

NOTE 16 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capital social et titres donnant accès au capital

Capital social

Au 31 décembre 2013, le capital social s'élève à 9 289 965 euros divisé en 9 289 965 actions de 1 € de valeur nominale.

Le montant des dividendes proposés pour la distribution lors l'Assemblée Générale ordinaire du 28 avril 2014 s'élève à 1 euro par action, soit une distribution totale de 9 289 965 euros, contre 1,38 euros par action en 2012, soit une distribution totale de 12 820 152 euros.

La variation de la prime d'émission provient de l'imputation de la perte 2012 reconnue dans les comptes sociaux pour 10,2 M€, de la distribution de dividende pour 12,8 M€ et de la réserve pour actions propres pour 1,5 M€.

Catégorie de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			En fin d'exercice
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
2013	1	9 289 965			9 289 965
2012	1	9 289 965			9 289 965

Stock-options

Les stock-options sont attribués sous condition de présence et se dénouent en actions.

SWORD GROUP

En date du 30 janvier 2009, l'Assemblée Générale extraordinaire de Sword Group a autorisé le conseil d'Administration à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Sword Group à concurrence de 150 000. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois. En date du 30 janvier 2009 le Conseil d'Administration a fait usage de cette autorisation et a consenti au profit des salariés et/ou mandataires sociaux 150 000 options de souscriptions d'actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles a été fixé à la moyenne des cours cotés lors des 20 séances de bourse précédant la décision d'attribution et ressort à une valeur de 10,60 €. Le plan d'attribution des options a été clos le 30 janvier 2009.

Au 31 décembre 2013, le nombre d'options pouvant être exercées s'élève à zéro.

Le coût généré par cet avantage au personnel s'élevait à 155 K€ à la date d'attribution, mais sachant qu'aucune option ne peut plus être exercée, le coût généré par cet avantage au personnel est nul au 31 décembre 2013. Il a été comptabilisé en produit à hauteur de 152 K€ au 31 décembre 2013, ce montant ayant été constaté en charge au 31 décembre 2012.

En date du 17 mai 2011, l'Assemblée Générale extraordinaire de Sword Group a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Sword Group. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois. En date du 6 octobre 2011 le conseil d'administration a fait usage de cette autorisation et a consenti au profit des salariés et/ou mandataires sociaux 188 000 options de souscriptions d'actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles a été fixé à la moyenne des cours cotés lors des 20 séances de bourse précédant la décision d'attribution et ressort à une valeur de 12,115 €. Le plan d'attribution des options a été clos le 6 octobre 2011.

Au 31 décembre 2013, le nombre d'options pouvant être exercées s'élève à 146 000.

Dans la mesure où les bénéficiaires des options de souscription d'actions sont de nationalités différentes, quatre plans d'options de souscription d'actions sont établis :

Exercice des options

- pour le 1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} plan les options pourront être exercées pendant une période s'ouvrant à l'issue d'un délai de 36 mois à compter de la date d'octroi et se terminant 12 mois plus tard.
- pour le second plan les options pourront être exercées pendant une période s'ouvrant à l'issue d'un délai de 48 mois à compter de la date d'octroi et se terminant 12 mois plus tard.

Cession et négociabilité des actions acquises suite à la levée d'options

Les actions acquises suite à la levée de l'option seront cessibles et négociables.

A la clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2013, aucune option n'a été exercée et 42 000 options ne peuvent plus être exercées.

Le coût généré par cet avantage aux personnels s'élevait à 513 K€ à la date d'attribution, à 402 K€ au 31 décembre 2013 suite à l'annulation des 42 000 options et a été comptabilisé en résultat à hauteur de 260 K€ au 31 décembre 2013, dont 73 K€ au titre de 2013.

L'évaluation de la juste valeur de cet avantage a été déterminée sur la base de la formule financière de Black and Scholes en utilisant les hypothèses de calcul suivant :

- Volatilité : 23 %
- Taux de distribution de dividende prévu : 0,03 %
- Taux de rendement sans risque sur la durée de vie de l'option : 3,61 %.

En date du 17 mai 2011, l'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire de Sword Group a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions de la société Sword Group. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois. En date du 16 décembre 2011 le Conseil d'Administration a fait usage de cette autorisation et a consenti au profit d'un salarié 9 000 options de souscriptions d'actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles a été fixé à la moyenne des cours cotés lors des 20 séances de bourse précédant la décision d'attribution et ressort à une valeur de 12,40 €. Le plan d'attribution des options a été clos le 16 décembre 2011.

Au 31 décembre 2013, le nombre d'options pouvant être exercées s'élève à 9 000.

Les options pourront être exercées pendant une période s'ouvrant à l'issue d'un délai de 36 mois à compter du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celle au cours de laquelle l'offre des options a eu lieu, soit le 1^{er} janvier 2015 et se terminant au plus tard à l'expiration de la 10^{ème} année qui suit celle au cours de laquelle l'offre des options a eu lieu, soit le 31 décembre 2021.

Cession et négociabilité des actions acquises suite à la levée d'options

Les actions acquises suite à la levée de l'option seront cessibles et négociables.

Au 31 décembre 2013, aucune option n'a été exercée.

Le coût généré par cet avantage aux personnels s'élève à 27 K€ à la date d'attribution et a été comptabilisé en résultat à hauteur de 18 K€ au 31 décembre 2013, dont 9 K€ au titre de 2013.

L'évaluation de la juste valeur de cet avantage a été déterminée sur la base de la formule financière de Black and Scholes en utilisant les hypothèses de calcul suivant :

- Volatilité : 30 %
- Taux de distribution de dividende prévu : 0,05 %
- Taux de rendement sans risque sur la durée de vie de l'option : 3,061 %.

Actions propres

A la date de clôture, aucune action propre n'est détenue par Sword Group dans le cadre d'un programme de rachat d'actions et dans la cadre d'un contrat de liquidité.

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cessions de ces titres sont neutralisés au compte de résultat consolidé.

Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres suivis par le groupe intègrent les mêmes composantes que les capitaux propres consolidés.

NOTE 17 : PROVISIONS, ACTIFS ET PASSIF EVENTUELS

(K€)	31/12/12	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice		Mouvements de périmètre	Autres	31/12/13
			Consommées	Sans objet			
Provisions non courantes							
- Provisions risques contentieux	1 913	700	(1 282)	(741)		(15)	575
- Provisions risques chantiers	1 612	150	(1 535)	(77)			150
- Provisions litiges prud'homaux	129						129
Provisions courantes							
- Autres provisions ⁽¹⁾	0						
Total	3 654	850	(2 817)	(818)		(15)	854

⁽¹⁾ Ce poste comprenait essentiellement les risques sur chantiers (cf note 2.19).

Les provisions non courantes ont une échéance inférieure à 5 ans. Elles n'ont pas été actualisées, compte tenu de l'impact non significatif.

A la date du 31 décembre 2012, une provision pour litige de 1,5 M€ avait été constatée sur la société Sword Soft.

17.1. Engagements de retraite (régimes à prestations définies)

(EN K€)	12/13	12/12
Engagements de retraite	313	264
Total	313	264

Les indemnités de départ en retraite des sociétés françaises du groupe Sword Group sont déterminées par la convention collective du SYNTEC.

Il n'y a pas de coût des services passés différés.

La part à moins d'un an est non significative.

La ventilation de la charge de l'exercice est donnée dans le tableau ci-dessous :

	12/13	12/12
Coût des services rendus	(50)	(6)
Coût financier	(13)	(2)
Indemnités versées		
Ecarts actuariels	14	(56)
Variation de périmètre		
Total	(49)	(64)

Les évaluations actuarielles reposent sur un certain nombre d'hypothèses à long terme fournies par l'entreprise. Ces hypothèses sont revues annuellement.

Les hypothèses de calcul des provisions pour retraites sont les suivantes :

	2013	2012
Taux d'actualisation	3 %	2,8 %
Revalorisation des salaires annuels	1,5 %	1,5 %
Taux de charges sociales	45 %	45 %
Age de départ	65 ans	65 ans
Rotation du personnel	(1)	(1)
Table de mortalité	INSEE 2012	INSEE 2012

(1) Il a été utilisé une table statistique par âge correspondant à un turn-over élevé qui est inchangée à l'ouverture et à la clôture.

Taux d'actualisation

Le taux est fixé sur le taux IBOX Corporates AA10+.

Nous avons relevé les taux IBOX Corporates AA sur le site : <http://www.spac-actuaire.fr/glossaire/iBoxx>.

Taux du 30/11/2013 utilisé (raisons de timing).

NOTE 18 : FOURNISSEURS

(K€)	12/13	12/12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 771	8 625

Les dettes fournisseurs sont à moins d'un an.

NOTE 19 : DETTES D'IMPOTS EXIGIBLES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

(K€)	12/13	12/12
Dettes d'impôts sur les sociétés	3 516	2 265
Avances et acomptes reçus	817	601
Dettes fiscales et sociales (hors dettes d'impôt sur les sociétés)	8 408	8 325
Compléments de prix à moins d'un an	-	-
Produits constatés d'avance sur chantiers	9 656	7 682
Autres dettes	1 087	818
Autres passifs courants	19 968	17 426

Les dettes d'impôts sur les sociétés et les autres passifs courants sont à moins d'un an.

NOTE 20 : NOTE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

20.1. Actifs financiers

Il s'agit de montants comptabilisés dans l'état de la situation financière.

En K€	31 déc. 2013				Total Bilan
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	
Instrument financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants	5 145	763			5 908
Clients et autres débiteurs					
Instrument dérivés courants		43 355			43 355
Autres actifs financiers courants		2 856			2 856
Trésorerie et Equivalents de trésorerie				109 567	109 567
Total	5 145	46 974		109 567	161 686

En K€	31 déc. 2012				Total Bilan
	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	
Instruments financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants	6 217	820			7 037
Clients et autres débiteurs		33 675			33 675
Instruments dérivés courants					
Autres actifs financiers courants		3 030			3 030
Trésorerie et Equivalents de trésorerie				125 867	125 867
Total	6 217	37 525		125 867	169 609

En K€	31 déc. 2013			31 déc. 2012
	Courant	Non courant	Total	Total
Titres disponibles à la vente		5 145	5 145	6 217
Prêts et créances au coût amorti				
Prêts et créances au coût amorti		763	763	820
Clients et autres débiteurs	43 355		43 355	33 675
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat				
Instruments financiers dérivés				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat hors dérivés	2 856		2 856	3 030
Trésorerie et équivalents de trésorerie	109 567		109 567	125 867
Total	155 778	5 908	161 686	169 609

Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente détenus par le Groupe s'élèvent à 5 145 K€ au 31 décembre 2013 (titres cotés pour 86 K€ contre titres non cotés pour 5 059 K€).

Les profits et pertes enregistrés en capitaux propres et en résultat sur les titres disponibles à la vente sont de 73 K€ au titre de la variation de la juste valeur des titres SBT.

Prêts et créances au coût amorti

En K€	31 déc. 2013			31 déc. 2012		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Prêts et créances au coût amorti	763		763	820		820
Clients et autres débiteurs	43 913	558	43 355	34 049	373	33 675
Total	44 676	558	44 118	34 869	373	34 495

Un produit net a été enregistré en résultat sur les prêts et créances au coût amorti sur l'année 2012 pour un montant de 1 487 K€. Un produit net a été enregistré en résultat sur les prêts et créances au coût amorti sur l'année 2013 pour un montant de 986 K€.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

Il n'y a pas d'actif évalué à la juste valeur par le résultat sur option.

L'incidence sur le résultat des années 2012 et 2013 des instruments financiers est nulle.

Les instruments dérivés en couverture de la dette et autres sont mis en place dans le cadre de la politique de gestion du risque du Groupe et sont analysés dans la note 15.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 21 aux états financiers.

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 109 567 K€ au 31 décembre 2013 contre 125 867 K€ au 31 décembre 2012.

Juste valeur des actifs financiers

La juste valeur des créances d'exploitation correspond au coût amorti.

En K€	31 déc. 2013 (juste valeur)			Juste valeur	Valeur bilan
	Prix cotés	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	Total	Total
Instruments financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants	86		5 822	5 908	5 908
Clients et autres débiteurs			43 355	43 355	43 355
Instruments dérivés courants					
Autres actifs financiers courants			2 276	2 276	2 276
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	109 567			109 567	109 567
Total	109 653		51 453	161 106	161 106

En K€	31 déc. 2012 (juste valeur)			Juste valeur	Valeur bilan
	Prix cotés	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	Total	Total
Instruments financiers dérivés non courants					
Autres actifs financiers non courants	159		6 878	7 037	7 037
Clients et autres débiteurs			33 675	33 675	33 675
Instruments dérivés courants					
Autres actifs financiers courants			3 030	3 030	3 030
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	125 867			125 867	125 867
Total	126 026		43 583	169 609	169 609

20.2. Passifs Financiers

Il s'agit de montants comptabilisés dans l'état de la situation financière.

Les différentes catégories de passifs financiers au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

En K€	31 déc. 2013			31 déc. 2012
	Courant	Non courant	Total	Total
Dettes financières	138	69 103	69 241	78 173
Instruments financiers dérivés				
Fournisseurs et autres créanciers	13 771		13 771	8 625
Autres passifs financiers	1 904		1 904	1 419
Total	15 813	69 103	84 916	88 217

Tous les passifs financiers du groupe à l'exception des dérivés sont évalués en date d'arrêté au coût amorti déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dérivés sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Dettes financières

Les dettes financières sont analysées au paragraphe 15 «Endettement financier net».

En K€	31 déc. 2013			31 déc. 2012
	Courant	Non courant	Total	Total
Emprunts obligataires				
Billets de trésorerie		68 000	68 000	77 000
Tirages sur facilités de crédit				
Emprunts sur location financement				
Autres emprunts bancaires		1 100	1 100	844
Autres emprunts		3	3	3
Total emprunts		69 103	69 103	77 847
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	138		138	326
Total dettes financières	138	69 103	69 241	78 173

Les profits et pertes, principalement constitués d'intérêts, enregistrés en résultat sur les dettes financières sont présentés en note 7.8.

Instruments financiers dérivés

Voir note 15

Fournisseurs et autres passifs financiers

En K€	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Fournisseurs	13 771	8 625
Avances et acomptes reçus	817	601
Autres dettes	1 087	818
Fournisseurs et autres passifs financiers	15 675	10 044

Juste valeur des passifs financiers

En K€	31 déc. 2013			Juste valeur	Encours bilan
	Prix cotés	Modèles avec paramètres observables	Modèles avec paramètres inobservables	Total	Total
Billets de trésorerie	68 000			68 000	68 000
Autres emprunts bancaires	1 100			1 100	1 100
Autres emprunts	3			3	3
Total emprunts	69 103			69 103	69 103

En K€	31 déc. 2012			Juste valeur	Encours bilan
	Prix cotés	Modèles avec paramètres observables	Modèles avec paramètres inobservables	Total	Total
Billets de trésorerie	77 000			77 000	77 000
Autres emprunts bancaires	844			844	844
Autres emprunts	3			3	3
Total emprunts	77 847			77 847	77 847

La juste valeur des emprunts correspond au coût amorti (car emprunts à taux variable).

S'agissant des découverts et des dettes fournisseurs, leur valeur figurant au bilan présente une bonne approximation de leur juste valeur.

20.3. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le risque de change n'est pas considéré comme un risque significatif à ce jour et pour lequel il serait nécessaire de mettre en place une structure lourde de suivi de gestion du risque. Certaines positions en devises provenant d'opérations de cessions réalisées précédemment sont conservées et génèrent du résultat de change.

Il n'existe pas d'instrument financier significatif impliquant un risque de change provenant de l'activité. En effet, les endettements résultent essentiellement de l'activité sociale. Il n'existe donc pas d'outil spécifique au risque de change.

Le risque de change est maîtrisé par la holding. Les budgets sont conçus avec des hypothèses prudentes, le taux de change analytique étant toujours celui du mois en cours.

Risque de crédit

Le groupe est exposé au risque de crédit de par ses activités opérationnelles. Le risque de crédit est essentiellement constitué du risque de contrepartie sur les clients. Le groupe travaille principalement avec des grands comptes ce qui limite son exposition.

Créances clients par échéance :

En K€	31 décembre 2013						
	Actifs à la date de clôture par échéance					Actifs dépréciés	Actifs nets
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1 an	Total	Total	Total
Prêts et créances au coût amorti							
Créances et autres débiteurs	41 236	1 822	798	691	44 547	558	43 989
Total	41 236	1 822	798	691	44 547	558	43 989

En K€	31 décembre 2012						
	Actifs à la date de clôture par échéance					Actifs dépréciés	Actifs nets
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1 an	Total	Total	Total
Prêts et créances au coût amorti							
Créances et autres débiteurs	32 726	471	69	783	34 049	373	33 675
Total	32 726	471	69	783	34 049	373	33 675

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2013, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

Au 31 décembre 2013	2014	2015	2016	2017	2018	> 5ans	Total	Total Valeur bilan
En K€								
Emprunts	494	32 073	1 408	100	35 100		69 175	68 000
Billets de trésorerie								
Tirages sur facilités de crédit								
Emprunt sur location financement								
Autres emprunts bancaires	3	223	222	222	221	221	1 112	1 100
Autres emprunts		3					3	3
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	138						138	138
Autres dettes								
Autres passifs financiers								
Total	635	32 299	1 630	322	35 321	221	70 428	69 241
Au 31 décembre 2012								Total
En K€	2013	2014	2015	2016	2017	> 5ans	Total	Valeur bilan
Total	9 633	50 948	16 673	2 020			79 274	78 173

Le taux variable utilisé pour estimer les flux d'intérêts est l'Euribor à 3 mois, soit un taux de 0,187 % pour 2012 et 0,287 % pour 2013 (taux au 31 décembre 2013).

NOTE 21 : GESTION DES RISQUES DE MARCHE

21.1. Politique de gestion des risques

A. Risque de change

Le risque de change concerne essentiellement les investissements nets à long terme réalisés dans les filiales hors zone euro (essentiellement UK et Suisse) et la remontée des résultats de ces entités vers la société-mère luxembourgeoise. Tous les financements liés à la croissance externe sont portés par la société-mère en euros.

L'activité sociale, des entités basées hors zone euros, présente un équilibre entre la devise de leurs coûts et celle de leur chiffre d'affaires.

Cependant, des positions en devises provenant d'opérations de cessions réalisées précédemment sont conservées et génèrent du résultat de change.

Le groupe n'a pas mis en place de politique de couverture de son risque de change tel qu'il est décrit ci-dessus.

(K) au 31/12/13	Chiffre d'affaires	
Chiffre d'affaires réalisé en euros	62 781	
Chiffre d'affaires réalisé en devises (converti en euros)	43 719	
Détail devises	£	21 662
	CHF	16 943
	\$	4 285
	Roupie Indienne	44 341
	AUD	476
	TND	95
	MAD	1 030
COP	454 760	

(K) au 31/12/12	Chiffre d'affaires	
Chiffre d'affaires réalisé en euros	65 465	
Chiffre d'affaires réalisé en devises (converti en euros)	52 443	
Détail devises	£	21 316
	CHF	15 388
	Rand	7 351
	\$	9 411
	Roupie Indienne	49 688
	Roupie Indonésienne	9 875 383
	AUD	4 760
	NZD	2

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt n'est pas considéré comme un risque significatif à ce jour. Le suivi et la gestion de ce risque sont néanmoins effectués par le service administratif et financier dans le cadre de la gestion générale de la société.

21.2. Information quantitative pour les risques

A. Risque de change – Position nette avant et après gestion

31/12/13	K£	K\$	K Franc Suisse	K Rand	K Roupie indienne
Actifs financiers	57 216	6 604	27 146	209	76 383
Passifs financiers	21 551	4 071	18 370	176	11 836
Position nette avant gestion	35 665	2 533	8 776	33	64 547
Dérivé de gestion					
Position nette après gestion	35 665	2 533	8 776	33	64 547

31/12/13	K AUD	K TND	K MAD	K COP
Actifs financiers	712	500	1 990	1 410 288
Passifs financiers	494	99	2 605	160 929
Position nette avant gestion	218	401	-615	1 249 359
Dérivé de gestion				
Position nette après gestion	218	401	-615	1 249 359

31/12/12	K£	K\$	K Franc Suisse	K Rand	K Roupie indienne
Actifs financiers	40 868	5 815	5 945	2 859	59 832
Passifs financiers	18 042	4 451	297	2 525	10 529
Position nette avant gestion	22 826	1 364	5 648	334	49 303
Dérivé de gestion					
Position nette après gestion	22 826	1 364	5 648	334	49 303

B. Risque de taux – Position nette avant et après gestion

(K€) 31/12/13	JJ à 1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	138	68 883	220
Actifs financiers			
Position nette avant gestion	138	68 883	220
Dérivé de gestion (notionnel)	138	17 362	
Position nette après gestion	-	51 521	220

(K€) 31/12/12	JJ à 1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	9 170	69 003	-
Actifs financiers			
Position nette avant gestion	9 170	69 003	-
Dérivé de gestion	9 170	8 330	
Position nette après gestion	-	60 673	-

Analyse de sensibilité : couverture du risque de change et de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été établie sur base de la situation de la dette et des instruments financiers dérivés (de taux et de change) à la date de clôture.

Pour le risque de change, la sensibilité correspond à une variation de cours de change par rapport au cours de clôture.

Une évolution défavorable et uniforme de 10 % de la devise d'établissement des comptes (€) contre la totalité des devises citées dans le tableau ci-dessus entraînerait une perte de 5 339 K€ sur la position nette globale en devises.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité correspond à une variation de la courbe de taux par rapport aux taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

La sensibilité à l'évolution du taux est égale à 516 K€ au 31 décembre 2013.

(= position nette à taux variable x 1% de variation du taux court terme x durée restant à courir jusqu'au prochain exercice soit 516 K€).

Le tableau ci-après présente l'effet des variations de taux de change sur le résultat et les capitaux propres avec l'hypothèse d'une variation générale de 10% du taux de change :

Au 31 décembre 2013 En K€	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
Taux de change Livre	1 888	4 655
Taux de change USD	-11	91
Taux de change Franc suisse	-511	1 259
Taux de change Rand	-2	0
Taux de change Roupie indienne	57	105
Taux de change Dollar Australien	-2	-6
Taux de change Dinar Tunisien	2	19
Taux de change Dirham Marocain	2	-5
Taux de change Pesos Colombien	3	3

Au 31 décembre 2012 En K€	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
Taux de change Livre	609	3 057
Taux de change USD	49	68
Taux de change Franc suisse	123	503
Taux de change Rand	-1	3
Taux de change Roupie indienne	61	92

21.3. Information sur le financement

Le groupe se finance auprès de plusieurs banques et réparti donc ses risques auprès d'eux.

Il s'assure de respecter les covenants, afin de pouvoir continuer à bénéficier des lignes de crédit accordées par les banques.

Le groupe se couvre par l'intermédiaire d'un swap de taux d'intérêt (voir note 15).

NOTE 22 : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le détail de la rubrique des flux d'investissement « incidence nette des variations de périmètre » est donné dans le tableau ci-dessous :

En K€	31/12/13	31/12/12
Variations de périmètre 2013		
Prix payé / acquisitions 2013	-24 359	
Prix encaissé / cessions 2013	200	
Trésorerie nette active / passive acquise	17 325	
Prix payés / acquisitions antérieures	- 2 173	
Autres variations		
Variations de périmètre 2012		
Prix payé / acquisitions 2012		-1 000
Prix encaissé / cessions 2012		65 885
Trésorerie nette active / passive acquise		- 1 332
Prix payés / acquisitions antérieures		-3 891
Autres variations		
Total	-9 007	59 662

Le détail de la rubrique des flux d'exploitation « Variation du besoin en fonds de roulement » est donnée dans le tableau ci-dessous :

en K€	31/12/2013	31/12/2012
Variation du besoin en fonds de roulement	4 174	- 2 144
- Variation des clients	6 628	-4 073
- Variation des fournisseurs	-207	3 317
- Variation des autres actifs	-1 432	-5 028
- Variation des autres passifs	- 815	3 640

NOTE 23 : ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES ENGAGEMENTS

Rappel : les compléments de prix sont constatés au bilan en normes IFRS.

Pour les opérations courantes, le groupe est engagé à la clôture de l'exercice précédent et de cet exercice, pour les montants suivants :

	31/12/2013				31/12/2012
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Obligation contractuelle					
Contrat de location simple	513	276	237	617	
Obligations d'achat irrévocables					
Autres obligations à long terme					
Total	513	276	237	617	
Autres engagements commerciaux					
Ligne de crédit					
Lettre de crédit					
Cautions de paiement étranger					
Cautions données sur loyers	301		45	256	
Autres engagements commerciaux donnés	3 465	1 960	1 459	46	
Total	3 766	1 960	1 504	302	
Engagements reçus					
Caution reçue sur marché					
Autres engagements reçus					
Total	-	-	-	-	

La loi du 4 mai 2004, ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Le droit individuel à la formation (D.I.F.) non encore utilisé correspond à un avantage du personnel selon IAS 19 (avantage à long terme) qui doit donner lieu à la reconnaissance d'un passif à la clôture ; toutefois, compte tenu de la possibilité pour l'entreprise d'intégrer l'essentiel du coût du DIF dans son plan de formation, le montant de ce passif a été considéré comme négligeable. Le DIF représentait 16 756 heures de droit de formation cumulé au 31 décembre 2013.

NOTE 24 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

24.1. Entreprises associées

Sword Group ne détient pas d'entreprises entre 20 % et 50 %, sur lesquelles elle exerce une influence notable et qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

En 2007, la société Sword Soft, basée près de Londres, a été créée. Cette société détenue à 97,11 % par Sword Group est destinée à détenir toutes les activités « produits » du Groupe. Les 2,89 % non détenus par Sword Group sont détenus par le management de la société. En vertu du pacte d'actionnaires, le résultat consolidé du groupe Sword Soft est entièrement acquis à Sword Group.

Sword Group SE a augmenté sa participation dans Simalaya Holding pour la portée à 39,88%.

En vertu du pacte d'actionnaire du 26 septembre 2013, Sword Group contrôle la société Simalaya (décisions opérationnelles, stratégiques et politique managériale).

24.2. Transactions réalisées avec des sociétés non consolidées ayant des dirigeants communs

La société Financière Sémaphore a pour objet la prise de participation au capital de toute société dont elle pourrait devenir propriétaire et l'assistance en matière de Direction générale du Groupe Sword. Elle donne lieu à la refacturation des prestations correspondantes à Sword Group.

La charge supportée par Sword Group au titre de l'assistance en matière de Direction Générale fournie par Financière Sémaphore s'élève à 350 K€ sur l'année 2013 et au titre d'honoraires de succès relatifs aux cessions réalisées durant l'année à 500 K€ sur l'année 2013.

24.3. Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

(K€)	12/13	12/12
Avantages à court terme :		
- Brut (hors avantages en nature)	962	1 275
- Charges patronales	232	304
- Avantages en nature	62	32
Avantages postérieurs à l'emploi :		
- Engagements provisionnés	-	-
- Charges des droits acquis au cours de l'exercice	-	-
Autres avantages à long terme :		
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements en actions	(152)	39
Total	1 104	1 650

Les membres des organes d'administration (mandataires sociaux) et de direction sont ceux faisant partie des comités de direction générale et d'opération soit environ neuf personnes.

NOTE 25 : LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Sociétés	Date de clôture	31 décembre 2013		31 décembre 20012	
		% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Sword Group SE (société mère) 105 Route d'Arlon L-8009 Strassen GD Luxembourg	31/12				
Sword SA (France)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Sword Création Informatique Ltd (Afrique du sud)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Sword Technologies SA (Bénélux)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
TIPIK (ex-ASCII) (Belgique)	31/12	90 %	90 %	100 %	100 %
FI System Belgium (Belgique)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Sword Global India Pvt Ltd (Inde)	31/03	100 %	100 %	100 %	99,99 %
Sword Services SA (ex-Linkvest SA) (Suisse)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Sword Lebanon (Liban)	31/12	98,07 %	98,07 %	97,43 %	97,43 %
Sword Soft Ltd (UK)	31/12	100 %	100 %	99,99 %	99,99 %
Apak Group Ltd (UK)	31/12	94,83 %	94,83 %	100 %	89,62 %
Sword Integra (Belgique)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Buildonline India (Inde)	31/12	100 %	100 %	100 %	99,99 %
Buildonline USA (USA)	31/12	100 %	100 %	100 %	99,99 %
Apak Beam Ltd (Chypre)	31/12	100 %	100 %	100 %	99,99 %
Sword General Partners Ltd (UK)	31/12	100 %	100 %	100 %	99,99 %
Sword SOL S.à.r.l (Luxembourg)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Sword IF SA (Suisse)	31/12	57 %	57 %	57 %	57 %
Sword Technology Solutions (UK)	31/12	100 %	100 %	100 %	89,62 %
Apak Inc (US)	31/12	100 %	94,83 %	100 %	99,99 %
Sword Solutions Inc (US)	31/12	100 %	100 %	100 %	100 %
Sword Achiever Ltd (UK)	31/12	96,78 %	96,78 %	100 %	92,87 %
Sword Middle East (Liban)	31/12	98 %	98 %	98 %	98 %
Sword FS EURL (France)	31/12	100 %	57 %	-	-
Sword Suisse Holding SA (Suisse)	31/12	100 %	100 %	-	-
Sword Insight (France)	31/12	70 %	70 %	-	-
Sword Orizon (France)	31/12	100 %	100 %	-	-
Sword Connect (France)	31/12	100 %	100 %	-	-
Sword Colombia SAS (Colombie)	31/12	100 %	100 %	-	-
Sous-groupe Active Risk					
Active Risk Ltd (UK)	31/12	100 %	100 %	-	-
Active Risk Inc (US)	31/12	100 %	100 %	-	-
Active Risk Pty Ltd (Australie)	31/12	100 %	100 %	-	-
Active Risk Group Ltd (UK)	31/12	100 %	100 %	-	-
Sous-groupe Simalaya					
Simalaya Holding SA (Suisse)	31/12	39,88 %	39,88 %	-	-
Simalaya SA (Suisse)	31/12	96 %	38,28 %	-	-
Simalaya SAS France (France)	31/12	100 %	39,88 %	-	-
Adhoc PES AG (Suisse)	31/12	60 %	23,93 %	-	-
Simalaya Techn (Tunisie)	31/12	67 %	26,72 %	-	-
Adhoc ISL Sarl (Tunisie)	31/12	95 %	22,73 %	-	-
Adhoc CTS Sarl (Tunisie)	31/12	95 %	22,44 %	-	-
Adhoc Int (Suisse)	31/12	91 %	21,77 %	-	-
Adhoc Sarl (Maroc)	31/12	100 %	21,77 %	-	-

Toutes les sociétés consolidées ont une activité opérationnelle, à l'exception de Sword Group, Sword Soft Ltd, FI System Belgium, Sword Sol, Sword Suisse Holding, Simalaya Holding, Adhoc Int, Active Risk Holding et General Partner, qui sont des holdings. Toutes les sociétés contrôlées au 31 décembre 2013 et ayant eu une activité au cours de l'exercice sont consolidées. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale. La société Global India ne clôturant pas au 31 décembre, a établi une situation intermédiaire au 31 décembre 2013.

NOTE 26 : HONORAIRES DES AUDITEURS

Les honoraires des auditeurs pour l'audit se sont élevés à 1 031 030 € pour l'ensemble des entités du groupe incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2013.

Contrôle légal des comptes annuels et consolidés	Conseil Juridique, Fiscal, Social	Autres services	Total
630 613	226 391	174 026	1 031 030